

Brochure n° 3251

**Convention collective nationale**

IDCC : 1517. – **COMMERCES DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRES**

**Antiquités, brocante, galeries d'art (œuvres d'art),  
arts de la table, coutellerie, droguerie,  
équipement du foyer, bazars, commerces ménagers,  
modélisme, jeux, jouets,  
puérinatalité et maroquinerie**

**AVENANT « SALAIRES » N° 18 DU 7 JUILLET 2009**

NOR : ASET0951071M

IDCC : 1517

Considérant l'extension de l'accord « Classifications » du 5 juin 2008 et de son annexe II « Barème de rémunérations minimales » (*Journal officiel* du 20 février 2009) ;

Entre les parties signataires de la convention collective nationale des commerces de détail non alimentaires signée le 14 juin 1988 et modifiée par l'avenant n° 2 du 9 novembre 1988,

il a été convenu, afin d'assurer la transition entre l'ancienne et la nouvelle classification, de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151,67 heures à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française, comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM MENSUEL
I	1 340
II	1 350
III	1 365

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM MENSUEL
IV	1 385
V	1 470
VI	1 610
VII	2 100
VIII	2 700
IX	3 050

Les parties signataires conviennent de se rencontrer à nouveau le mardi 19 janvier 2010.

Les parties signataires rappellent aux entreprises de la branche qu'elles doivent mettre en œuvre, d'ici au 31 décembre 2010, les mesures de rattrapage tendant à remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer pour un même travail ou un travail de valeur égale l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Les entreprises de la branche doivent mettre en œuvre les mesures de rattrapage tendant à remédier aux inégalités constatées en matière de conditions de travail et d'emploi.

Conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 7 juillet 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

SNCAO ;  
 SNAN ;  
 CSNEDT ;  
 CPGA ;

FNDMV ;  
CSNEFBCM ;  
CSMM ;  
FFDDEFB ;  
FCSJPE.

**Syndicat de salariés :**  
CSFV CFTC.